

3° l'ensemble des pièces comptables justifiant les dépenses. Chacune de ces pièces, pouvant être des copies parfaitement lisibles, est numérotée afin de pouvoir être aisément rattachée aux détails des dépenses susmentionnées. Toutes les factures originales et leurs copies sont revêtues d'une mention indiquant qu'elles ont bien été payées à la somme indiquée et qu'elles ne sont pas présentées par ailleurs, comme justificatifs, auprès d'autres autorités publiques.

§ 3. Ces documents sont adressés, par courrier (Rue de la Loi, 18 à 1000 Bruxelles) ou par courrier électronique (info@ccb.belgium.be), au Centre pour la Cybersécurité Belgique au plus tard pour le 30 janvier de l'année suivant celle pour laquelle la subvention est octroyée.

Art. 10. Un contrôle sur place par un représentant du Centre pour la Cybersécurité Belgique concernant le respect des obligations découlant du présent arrêté peut toujours avoir lieu.

Art. 11. Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
A. DE CROO

3° alle boekhoudkundige stukken ter verantwoording van de uitgaven. Elk van deze stukken, die goed leesbare kopieën mogen zijn, wordt genummerd zodat ze vlot kunnen worden gelinkt aan de details van bovengenoemde uitgaven. Op alle oorspronkelijke facturen en de kopieën ervan wordt vermeld dat ze wel degelijk zijn betaald voor het aangegeven bedrag en dat ze bovendien niet aan andere overheden worden overgelegd als bewijsstukken.

§ 3. Deze documenten worden uiterlijk op 30 januari van het jaar volgend op dat waarvoor de subsidie is toegekend, per brief (Wetstraat 18 te 1000 Brussel) of per mail (info@ccb.belgium.be) naar het Centrum voor Cybersecurity België gestuurd.

Art. 10. Een vertegenwoordiger van het Centrum voor Cybersecurity België kan altijd ter plaatse controleren of de verplichtingen die voortvloeien uit dit besluit worden nageleefd.

Art. 11. De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 26 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
A. DE CROO

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2023/45226]

26 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif à l'octroi de chèques-repas aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à améliorer l'attractivité de la carrière des membres du personnel de la fonction publique fédérale et à rendre plus concurrentiel sur le marché du travail l'employeur public.

L'arrêté royal donne accès aux chèques-repas aux membres du personnel des services fédéraux visé par la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique. (article 1^{er}).

Les modalités d'accès aux chèques-repas sont détaillées comme suit :

Art 2.

Cet article indique que tout membre du personnel de la fonction publique fédérale bénéficie d'un chèque-repas électronique par jour de services effectivement prestés.

Le titulaire d'une fonction de management a accès aux chèques-repas si le paiement effectif de frais de repas n'est pas déjà par ailleurs couvert (article 1^{er} du présent arrêté royal).

La catégorie de membres du personnel bénéficiant d'une indemnité forfaitaire mensuelle de séjour en application de l'article 86 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 (membres du personnel dont la nature même de la fonction implique des prestations régulières à l'extérieur de la résidence administrative) est exclue du bénéfice des chèques-repas.

Art 3.

Cet article fixe le valeur faciale du chèque-repas à 6 euros, ce montant n'est pas soumis à l'indexation.

Il précise également le moment auquel les chèques-repas nominatifs sont attribués au membre du personnel.

Art 4.

Le paragraphe 1^{er} explique le calcul du nombre de chèques-repas auquel le membre du personnel a droit.

Le principe de base est d'un chèque-repas par jour presté dans le service fédéral sans prendre en considération la durée exacte des prestations de travail. Par jour presté, on entend le jour, le demi-jour, voire le cas échéant toute prestation entamée, où le membre du personnel travaille effectivement selon l'horaire de travail convenu avec l'autorité dont il dépend.

A titre d'exemple, le membre du personnel qui prend une demi-journée de congé (de vacances, de congé parental, etc.) ou une récupération équivalente à un demi-jour et effectue des prestations de service l'autre demi-journée a droit à un chèque-repas.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2023/45226]

26 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen beoogt de loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt aantrekkelijker te maken en de openbare werkgever concurrentiël te maken op de arbeidsmarkt.

Het koninklijk besluit verleent toegang tot de maaltijdcheques aan de personeelsleden van de federale diensten bedoeld in de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken. (artikel 1).

De modaliteiten voor toegang tot de maaltijdcheques zijn beschreven in de artikelen 2 tot en met 5:

Art. 2.

Dit artikel geeft aan dat elk personeelslid van het federaal openbaar ambt een elektronische maaltijdcheque krijgt per dag met daadwerkelijk gepresteerde diensten.

De houder van een managementfunctie heeft toegang tot maaltijdcheques indien de maaltijdkosten niet reeds elders worden gedekt (artikel 1 van dit koninklijk besluit).

De categorie van personeelsleden die een maandelijke forfaitaire verblijfsvergoeding ontvangen in toepassing van artikel 86 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 (personeelsleden van wie de aard zelf van de functie regelmatige prestaties buiten de administratieve standplaats inhoudt) wordt uitgesloten van het voordeel van de maaltijdcheques.

Art. 3.

Dit artikel legt de nominale waarde van de maaltijdcheque vast op 6 euro. Dit bedrag is niet onderworpen aan de indexering.

Het preciseert tevens het tijdstip waarop de nominatieve maaltijdcheques worden toegekend aan het personeelslid.

Art. 4.

In paragraaf 1 wordt uitgelegd hoe het aantal maaltijdcheques waarop het personeelslid recht heeft berekend wordt.

Het basisprincipe is één maaltijdcheque per dag gepresteerd in de federale dienst, zonder de exacte duur van de arbeidsprestaties in aanmerking te nemen. Onder "gepresteerde dag" dient te worden verstaan de dag, de halve dag of in voorkomend geval elke aangevatte prestatie waarbij het personeelslid daadwerkelijk werkt volgens het werkrooster overeengekomen met de overheid waaronder hij valt.

Zo heeft een personeelslid dat een halve dag verlof (vakantieverlof, ouderschapsverlof enz.) of een halve dag recuperatie opneemt en de andere halve dag dienstprestaties verricht bijvoorbeeld recht op een maaltijdcheque.

Cette approche par jour presté explique la différence dans le calcul du nombre de chèques-repas pour le membre du personnel travaillant à temps partiel (par exemple 50 %) dès lors qu'il vient travailler une demi-journée par jour chaque jour ou dès lors qu'il vient travailler deux jours une semaine et trois jours la semaine suivante.

Le membre du personnel qui effectue des prestations en télétravail ou travaille en bureau satellite bénéficie d'un chèque-repas.

Dans le même ordre d'esprit, Le chèque-repas est également dû pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de service comme par exemple des heures prestées en dehors du régime normal de travail ou le week-end ou encore un jour férié lorsque le membre du personnel est désigné pour effectuer ces prestations pour les besoins du service par le fonctionnaire dirigeant. Le principe d'un chèque-repas par jour presté demeure néanmoins d'application. Cependant s'il advient que le membre du personnel est rappelé d'un repos pour effectuer une nouvelle prestation le même jour, il perçoit un second chèque repas.

Sans préjudice de ce qui précède, une dérogation au principe d'octroi par jour presté est inscrit dans l'arrêté royal afin de rencontrer la situation spécifique d'organisation du travail pour certains membres du personnel dans certains services fédéraux. On pense par exemple aux services qui travaillent en équipes successives ou qui, en fonction de l'horaire établi, ont des prestations quotidiennes supérieures à 7h36. Plus précisément, chaque fonctionnaire dirigeant fixe pour son service fédéral la liste des services et des catégories de membres du personnel concernés par cette dérogation au mode de calcul du nombre de chèques-repas. Pour ce public, il est renvoyé à un calcul basé sur le régime de travail de référence de 7 heures et 36 minutes par jour, habituellement reconnu au sein de la fonction publique. Il s'agit ici d'une application de l'article 19bis, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, qui permet d'utiliser un mode de calcul différent pour déterminer le nombre de chèques-repas auxquels le membre du personnel a droit.

S'il est décidé d'appliquer au sein d'un département, ce système à certains membres du personnel, cela doit faire l'objet d'une concertation préalable au sein du comité de concertation compétent.

Le paragraphe 2 de ce même article 4 prévoit par ailleurs le maintien de l'accès aux chèques-repas pour le membre du personnel :

1° qui bénéficie d'une mise à disposition en exécution de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative, telle que la :

- mise à disposition conventionnelle ;
- mise à disposition pendant une crise (en ce compris la mise à disposition -réserve de crise) ;
- mise à disposition dans le cadre d'un échange d'expertise ;

- mise à disposition d'un agent déclaré inapte par une décision de la Commission des Pensions de l'Administration de l'expertise médicale, à exercer leurs fonctions mais susceptibles d'exercer d'autres fonctions compatibles avec leur état de santé.

- mise à disposition en application de l'article 51 ;

2° qui est en congé rémunéré pour mission en Belgique en application de Chapitre XI. « Congé pour mission », Section 2. - Congé pour mission d'intérêt général, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat ;

3° qui bénéficie d'un congé rémunéré en application de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes ;

4° qui est en congé syndical au sens de l'article 77, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 81, § 1^{er}, et de l'article 82 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

La dispense de service d'une journée entière ne donne pas droit à un chèque-repas. Néanmoins, le bénéfice du chèque-repas est maintenu au profit du membre du personnel qui obtient une dispense de service d'une journée pour suivre une formation en dehors de l'administration et ce, dans la mesure où l'organisateur de la formation ne prévoit pas la prise en charge effective du repas pour cette journée de formation ou le membre du personnel qui bénéficie de dispenses de service pour l'exercice de prérogatives syndicales.

Deze benadering per gepresteerde dag verklaart het verschil in de berekening van het aantal maaltijdcheques voor het deeltijds werkend personeelslid (bijvoorbeeld aan 50%) zodra hij elke dag een halve dag komt werken of zodra hij de ene week twee dagen komt werken en de week daarop drie dagen.

Het personeelslid dat prestaties verricht via telewerk of in een satellietkantoor ontvangt een maaltijdcheque.

In dezelfde geest is de maaltijdcheque eveneens verschuldigd voor prestaties verricht buiten de normale diensturen, zoals bijvoorbeeld uren gepresteerd buiten de normale arbeidsregeling of tijdens het weekend of op een feestdag wanneer het personeelslid door de leidend ambtenaar werd aangewezen om deze prestaties te verrichten met het oog op de noden van de dienst. Het principe van één maaltijdcheque per gepresteerde dag blijft evenwel van toepassing. Als het personeelslid echter uit rust wordt teruggeroepen om een nieuwe prestatie dezelfde dag te verrichten, ontvangt hij een tweede maaltijdcheque.

Zonder afbreuk te doen aan het voorgaande is in het koninklijk besluit een afwijking op het principe van toekenning per gepresteerde dag opgenomen om tegemoet te komen aan de specifieke situatie qua arbeidsorganisatie voor bepaalde personeelsleden in bepaalde federale diensten. Bijvoorbeeld wordt er gedacht aan diensten die in opeenvolgende ploegen werken of die op basis van hun planning dagelijkse prestaties leveren die langer zijn dan 7u36. Meer bepaald stelt elke leidend ambtenaar voor zijn federale dienst de lijst op van de diensten en de categorieën van personeelsleden waar deze afwijking op de berekeningswijze van het aantal maaltijdcheques betrekking op heeft. Voor dit publiek wordt verwezen naar een berekening gebaseerd op een referentiearbeidsregeling van 7 uur en 36 minuten per dag die gewoonlijk in het federaal openbaar ambt erkend wordt. Dit is hier een toepassing van artikel 19bis, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die het mogelijk maakt om een andere berekeningswijze te gebruiken voor het bepalen op hoeveel maaltijdcheques het personeelslid recht heeft.

Als binnen een departement wordt besloten om dit systeem te gaan toepassen voor bepaalde personeelsleden dan dient dit voorafgaandelijk overlegd te worden binnen het bevoegde overlegcomité.

Paragraaf 2 van ditzelfde artikel 4 voorziet er voorts in de toegang tot maaltijdcheques te behouden voor het personeelslid:

1° dat een terbeschikkingstelling geniet in uitvoering van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt, zoals:

- een conventionele terbeschikkingstelling;
- een terbeschikkingstelling tijdens een crisis (met inbegrip van de terbeschikkingstelling - crisisreserve);
- een terbeschikkingstelling in het kader van een expertise-uitwisseling;

- een terbeschikkingstelling van een ambtenaar die door een beslissing van de Pensioencommissie van het Bestuur van de medische expertise ongeschikt werd verklaard voor de uitoefening van zijn functie, maar die in aanmerking komt om andere functies uit te oefenen die verenigbaar zijn met zijn gezondheidstoestand;

- een terbeschikkingstelling in toepassing van artikel 51;

2° dat in een bezoldigd verlof voor opdracht in België is in toepassing van Hoofdstuk XI. "Verlof voor opdracht", Afdeling 2. -Verlof voor opdracht van algemeen belang, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

3° dat een bezoldigd verlof geniet in toepassing van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen;

4° dat met vakbondsverlof is in de zin van artikel 77, § 1, eerste lid, artikel 81, § 1, en artikel 82 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Een dienstvrijstelling van één volledige dag geeft geen recht op een maaltijdcheque. Het voordeel van de maaltijdcheque blijft evenwel behouden ten behoeve van het personeelslid dat een dienstvrijstelling van één dag krijgt om een opleiding buiten de overheid te volgen en dit voor zover de organisator van de opleiding er niet in voorziet de maaltijd voor deze opleidingsdag ten laste te nemen of het personeelslid dat dienstvrijstellingen krijgt voor het uitoefenen van vakbondsprerogatieven

De la même manière, le membre du personnel qui bénéficie d'une dispense de service de nature collective pour une activité culturelle ou sportive organisée par l'autorité dont relève le membre du personnel ou le service social et pour une activité organisée à l'occasion du Nouvel An par l'autorité dont relève le membre du personnel maintient le bénéfice du chèque-repas pour ce jour.

Le membre du personnel en cessation organisée du travail n'a pas droit à un chèque-repas pour le jour où il ne preste pas effectivement de services.

S'il advient que, dans le cadre susmentionné, le membre du personnel est empêché d'accéder à son lieu de travail, il bénéficie d'un chèque-repas s'il preste un service ce jour ou si son absence est justifiée par une attestation.

Le statutaire qui fait l'objet d'une suspension en application de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service ne bénéficie pas de chèques-repas pour la durée de la suspension. Il ne preste pas effectivement.

Le paragraphe 3 de l'article 4 indique que le membre du personnel qui, pour une mission à l'étranger, perçoit une indemnité pour frais de séjour à l'étranger, a accès aux chèques-repas pour la même période. La contribution de l'employeur (service fédéral) au chèque-repas est portée en déduction de l'indemnité pour frais de séjour à l'étranger.

L'article 5 prévoit au titre de mesure transitoire que les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, bénéficient déjà de chèques-repas, continuent de bénéficier de cet avantage tant que le montant du chèque-repas octroyé conformément à la section I du titre IIIbis est moins favorable.

Dans les articles 6 et 7 il y a fait des adaptations à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et les indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale.

L'article 6 de l'arrêté royal abroge l'indemnité forfaitaire journalière pour frais de séjour en Belgique pour les membres du personnel non itinérant qui à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal ont accès aux chèques repas.

Pour les membres du personnel dont la nature même de la fonction implique des prestations régulières à l'extérieur de la résidence administrative, le fonctionnaire dirigeant peut toujours prévoir l'octroi d'une indemnité forfaitaire mensuelle. Le montant de l'indemnité forfaitaire journalière pour frais de séjour existant au 31 décembre 2023 demeure le montant de référence auquel le multiplicateur prévu à l'article 86 s'applique pour déterminer le montant total de l'indemnité forfaitaire mensuelle (article 7).

L'article 8 fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal au 1^{er} janvier 2024.

L'application des dispositions du présent arrêté relève de la pleine responsabilité des fonctionnaires dirigeants.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

26 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif à l'octroi de chèques-repas aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 ;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 4, § 2, 1^o, modifié par la loi du 20 mai 1997 ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969, révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19bis, § 2, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2021 ;

Op dezelfde manier behoudt het personeelslid dat een dienstvrijstelling van collectieve aard geniet voor een culturele of sportactiviteit georganiseerd door de overheid waaronder het ressorteert of de sociale dienst en voor een activiteit georganiseerd ter gelegenheid van Nieuwjaar door de overheid waaronder het ressorteert het voordeel van de maaltijdcheque voor die dag.

Het personeelslid dat deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking heeft geen recht op een maaltijdcheque voor de dag waarop hij niet daadwerkelijk diensten presteert.

Als het in het voormelde kader voorvalt dat het personeelslid verhinderd wordt om zijn werkplaats te betreden krijgt hij een maaltijdcheque als hij die dag een dienst presteert of als zijn afwezigheid gestaafd wordt door een attest.

De statutair die het voorwerp uitmaakt van een schorsing in toepassing van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van rijksambtenaren in het belang van de dienst ontvangt geen maaltijdcheques voor de duur van de schorsing. Hij presteert niet effectief.

Paragraaf 3 van artikel 4 geeft aan dat het personeelslid dat voor een opdracht in het buitenland een vergoeding voor verblijfskosten in het buitenland ontvangt toegang heeft tot maaltijdcheques voor dezelfde periode. Het bedrag van de tussenkomst van de werkgever (federale dienst) in de maaltijdcheque wordt in mindering gebracht van de vergoeding voor verblijfskosten in het buitenland ..

Bij wijze van overgangsmaatregel voorziet artikel 5 dat de personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit over maaltijdcheques beschikken, dit voordeel blijven genieten zolang het bedrag van de overeenkomstig afdeling I van titel IIIbis toegekende maaltijdcheque minder gunstig is.

In de artikelen 6 en 7 worden aanpassingen gedaan van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt.

Artikel 6 van het koninklijk besluit heft de dagelijkse forfaitaire verblijfsvergoeding op voor niet-reizende personeelsleden die vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit toegang hebben tot maaltijdcheques.

Voor personeelsleden van wie de aard zelf van de functie regelmatige prestaties buiten de administratieve standplaats impliceert, kan de leidend ambtenaar steeds voorzien in de toekenning van een maandelijks forfaitaire vergoeding. Het bedrag van de bestaande dagelijkse forfaitaire verblijfsvergoeding op 31 december 2023 blijft het referentiebedrag waarop de in artikel 86 bepaalde factor wordt toegepast om het totale bedrag van de maandelijks forfaitaire vergoeding te bepalen (artikel 7).

Artikel 8 stelt de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit vast op 1 januari 2024.

De toepassing van de bepalingen van dit besluit vallen volledig onder de verantwoordelijkheid van de leidend ambtenaren.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

26 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 4, § 2, 1^o, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met name artikel 19bis, § 2, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2021;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997, l'article 21, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et les indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 16 mai 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 7 juin 2023 ;

Vu l'avis du Collège des Institutions publiques de Sécurité sociale, donné le 6 juin 2023 ;

Vu le protocole n° 820 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux du 14 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 24 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, s'agissant de dispositions d'autorégulation ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Chèques-repas*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative telle que définie par l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Le présent arrêté s'applique également aux mandataires qui exercent une fonction de management au sein des services repris au même article 1^{er} de la même loi dans le cadre d'un mandat à durée déterminée lorsque leur rémunération totale ne prévoit pas le remboursement forfaitaire de frais.

Art. 2. Le membre du personnel bénéficie d'un chèque-repas électronique par jour presté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} est exclu du bénéfice du chèque-repas le membre du personnel qui bénéficie de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour frais de séjour visée à l'article 86 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale.

Art. 3. La valeur nominale du chèque-repas s'élève à six euros dont 1,09 euro de contribution du membre du personnel et 4,91 euro à charge du service fédéral.

La valeur nominale visée à l'alinéa 1^{er} est un montant qui ne bénéficie pas du régime d'indexation.

Les chèques-repas sont nominatifs. Ils sont mis à disposition du membre du personnel au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui suit le mois civil pour lequel ils sont dus.

Art. 4. § 1. Les jours à prendre en compte pour le calcul du nombre de chèques-repas auxquels le membre du personnel a droit, sont les jours prestés qui se définissent comme le jour, le demi-jour, voire le cas échéant toute prestation entamée, où le membre du personnel travaille effectivement selon l'horaire de travail convenu avec le service fédéral.

Si un membre du personnel est rappelé de son repos, un chèque-repas lui est accordé pour la nouvelle prestation qu'il vient de commencer.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire dirigeant détermine la liste des services et/ou des catégories de membres du personnel qui peuvent bénéficier d'un nombre de chèques-repas calculé en divisant le nombre total d'heures effectivement prestées au cours du trimestre par 7 heures 36 minutes. Si le résultat de la division donne lieu à un nombre décimal, il est arrondi à l'unité supérieure. Si le nombre ainsi obtenu est supérieur au nombre maximum de jours ouvrables susceptibles d'être prestés par le membre du personnel à temps plein au cours du trimestre, il est réduit à ce dernier nombre.

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, artikel 21, § 1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 16 mei 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 7 juni 2023 ;

Gelet op het advies van het College van de Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid, gegeven op 6 juni 2023 ;

Gelet op het protocol nr. 820 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten van 14 juli 2023 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 24 juli 2023 bij de Raad van State is in gediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het bepalingen van autoregulering betreft ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Maaltijdcheques*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt zoals vastgelegd bij artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Dit besluit is eveneens van toepassing op de mandaathouders die binnen de diensten opgenomen in hetzelfde artikel 1 van dezelfde wet een managementfunctie uitoefenen in het kader van een mandaat van bepaalde duur als hun totale bezoldiging niet voorziet in de forfaitaire terugbetaling van onkosten.

Art. 2. Het personeelslid ontvangt één elektronische maaltijdcheque per gepresteerd dag.

In afwijking van het eerste lid wordt het personeelslid dat de in artikel 86 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, bedoelde maandelijkse forfaitaire verblijfsvergoeding ontvangt uitgesloten van het voordeel van de maaltijdcheque.

Art. 3. De nominale waarde van de maaltijdcheque bedraagt zes euro waarvan 1,09 euro een bijdrage is van het personeelslid en 4,91 euro ten laste is van de federale dienst.

De in het eerste lid bedoelde nominale waarde is een bedrag dat niet onder de indexeringsregeling valt.

De maaltijdcheques zijn nominatief. Ze worden uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die volgt op de kalendermaand waarvoor ze verschuldigd zijn ter beschikking gesteld van het personeelslid.

Art. 4. § 1. De dagen die in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van het aantal maaltijdcheques waarop het personeelslid recht heeft, zijn de gepresteerde dagen, die gedefinieerd worden als de dag, de halve dag of, in voorkomend geval, elke aangevatte prestatie waarbij het personeelslid daadwerkelijk werkt volgens het werkrooster overeengekomen met de federale dienst.

In het geval een personeelslid teruggeroepen wordt uit rust wordt voor de nieuwe aangevatte prestatie een maaltijdcheque toegekend.

In afwijking van het eerste lid stelt de leidend ambtenaar de lijst vast van de diensten en/of de categorieën van personeelsleden die een aantal maaltijdcheques kunnen ontvangen dat berekend wordt door het totale aantal uren die daadwerkelijk in de loop van het kwartaal gepresteerd zijn te delen door 7 uur en 36 minuten. Als het resultaat van de deling op een decimaal getal uitkomt, wordt dit naar boven afgerond. Als het op die manier uitgekomen getal hoger is dan het maximale aantal werkdagen die voltijds door het personeelslid gepresteerd kunnen worden tijdens het kwartaal, wordt het beperkt tot dat laatste aantal.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, le bénéfice de chèques-repas est maintenu lorsque le membre du personnel :

- est mis à disposition en exécution du Chapitre IV « De la mobilité, de la mise à disposition conventionnelle, de la mise à disposition pendant une crise et de l'échange d'expertise » ou de l'article 51, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative ;

- est en congé rémunéré pour mission en Belgique en application de Chapitre XI. « Congé pour mission », Section 2. - Congé pour mission d'intérêt général, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat ;

- bénéficie d'un congé rémunéré en application de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes ;

- est en congé syndical au sens de l'article 77, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 81, § 1^{er}, et de l'article 82 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

- bénéficie d'une dispense de service au sens de l'article 81 § 2, de l'article 83 § 1 et de l'article 84 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

- bénéficie d'une dispense pour formation organisée en dehors de l'administration ;

- bénéficie d'une dispense de service de nature collective comme prévue à l'article 3, alinéa 4, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Toute autre dispense de service que celles énumérées à l'alinéa 1^{er}, qui couvre un jour ouvrable du membre du personnel ne donne pas droit à un chèque-repas.

§ 3. Le membre du personnel qui bénéficie d'une indemnité forfaitaire pour frais de séjour à l'étranger comme prévu au Titre III, Chapitre IV, Section 3, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, bénéficie de chèques-repas pour la durée de la mission.

Le montant de la contribution du service fédéral au chèque-repas est déduit de l'indemnité précitée conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 susmentionné.

Lorsque le membre du personnel ne bénéficie d'aucune indemnité en application de l'arrêté royal susmentionné, la réduction visée à l'alinéa 2 n'est pas d'application.

Art. 5. Les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur de cet arrêté, bénéficient de chèques-repas, continuent de bénéficier de cet avantage tant que le montant du chèque-repas octroyé via cet arrêté est moins favorable.

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et les indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale*

Art. 6. Dans le Titre III, Chapitre IV, section 2 « Indemnité pour frais de séjour en Belgique », de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et les indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, les articles 83 à 85 sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 86 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'indemnité journalière visée à l'article 85. » sont remplacés par les mots « 10 euros » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'indemnité est allouée si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1° les déplacements ne donnent pas lieu à la prise en charge par le service fédéral ou par un tiers du repas ;

§ 2. Onverminderd § 1 blijft het voordeel van de maaltijdcheque behouden wanneer het personeelslid:

- ter beschikking wordt gesteld in uitvoering van Hoofdstuk IV "De conventionele federale mobiliteit, de conventionele terbeschikkingstelling, de terbeschikkingstelling tijdens een crisis en de expertise-uitwisseling" of van artikel 51 van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt;

- in een bezoldigd verlof voor opdracht in België is in toepassing van Hoofdstuk XI. "Verlof voor opdracht", Afdeling 2. - Verlof voor opdracht van algemeen belang, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

- een bezoldigd verlof geniet in toepassing van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen;

- met vakbondsverlof is in de zin van artikel 77, § 1, eerste lid, artikel 81, § 1, en artikel 82 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

- een vrijstelling van dienst gekregen heeft in de zin van artikel 81, § 2, artikel 83, § 1, en artikel 84 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

- een vrijstelling geniet voor een opleiding georganiseerd buiten de overheid;

- een dienstvrijstelling van collectieve aard geniet zoals bepaald in artikel 3, 4e lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Elke andere dienstvrijstelling dan deze opgenomen in het eerste lid, die een werkdag van het personeelslid dekt, geeft geen recht op een maaltijdcheque.

§ 3. Het personeelslid dat een vergoeding voor verblijfskosten in het buitenland geniet, zoals bepaald in Titel III, Hoofdstuk IV, Afdeling 3, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, ontvangt maaltijdcheques voor de duur van de opdracht.

Het bedrag van de tussenkomst van de federale dienst in de maaltijdcheque wordt in mindering gebracht van de voormelde vergoeding overeenkomstig het voornoemde koninklijk besluit van 13 juli 2017.

Wanneer het personeelslid geen vergoedingen ontvangt in toepassing van het voornoemd koninklijk besluit, is de vermindering bedoeld in het tweede lid niet van toepassing."

Art. 5. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit over maaltijdcheques beschikken, blijven dit voordeel genieten zolang het bedrag van de bij dit besluit toegekende maaltijdcheque minder gunstig is.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt*

Art. 6. In Titel III, Hoofdstuk IV, Afdeling 2 "Vergoeding voor verblijfskosten in België" van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, worden de artikelen 83 tot 85 opgeheven.

Art. 7. In artikel 86 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de in artikel 85 bedoelde dagelijkse vergoeding" vervangen door de woorden "10 euro";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De vergoeding wordt toegekend als aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° de verplaatsingen geven er geen aanleiding toe dat de federale dienst of een derde de kost van de maaltijden op zich neemt;

2 les déplacements ne donnent lieu à aucun autre avantage visant à couvrir des frais de repas. »;

3° à l'alinéa 3, les mots « l'indemnité forfaitaire journalière » sont remplacés par les mots « le montant repris à l'alinéa 1^{er}, qui vaut comme montant virtuel journalier ».

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur et disposition d'exécution*

Art. 8. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 9. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

2° de verplaatsingen geven geen aanleiding tot enig ander voordeel om maaltijkosten te dekken.”;

3° in het derde lid worden de woorden “de dagelijkse forfaitaire vergoeding” vervangen door de woorden “het bedrag opgenomen in het eerste lid, dat als virtueel dagelijks bedrag geldt”.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding en uitvoeringsbepaling.*

Art. 8. Dit koninklijk besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 9. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/44678]

31 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 2022 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics (Asile et Migration)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 4, § 2, 1°, remplacé par la loi du 20 mai 1997 ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2005 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics ;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 2022 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics (Asile et Migration), modifié par l'arrêté royal du 3 février 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mai 2023 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 26 mai 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 7 juin 2023 ;

Vu le protocole n° 818 du 22 juin 2023 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux ;

Vu la dispense d'analyse d'impact de la réglementation, visée à l'article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu la demande d'avis dans les 5 jours ouvrables, adressée au Conseil d'Etat le 14 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué endéans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa deux, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant la crise de l'accueil des demandeurs d'asile que connaît la Belgique à la suite de la guerre en Ukraine, encore accentuée depuis les mois d'été 2022 ;

Considérant que le manque de personnel a un impact direct sur les conditions de vie des demandeurs de protection internationale, ainsi que sur les conditions de travail dans le secteur de l'asile ;

Considérant la nécessité d'une procédure humaine de demande et d'enregistrement et d'une décision rapide sur le droit de séjour ;

Considérant que la gestion de la crise de l'accueil nécessitera également après le 30 juin 2023 de répondre rapidement aux besoins en personnel supplémentaire ;

Considérant dès lors la nécessité de prolonger de 3 mois, soit jusqu'au 30 septembre 2023, la dérogation temporaire aux procédures traditionnelles de recrutement ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/44678]

31 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 2022 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten (Asiel en Migratie)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 4, § 2, 1°, vervangen bij de wet van 20 mei 1997 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2005 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juli 2022 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten (Asiel en Migratie), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2023 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 mei 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 mei 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 7 juni 2023 ;

Gelet op het protocol nr. 818 van 22 juni 2023 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten ;

Gelet op de vrijstelling van de regelgevingsimpactanalyse, bedoeld in artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 5 werkdagen, die op 14 juni 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende de crisis rond de opvang van asielzoekers die België kent ten gevolge de oorlog in Oekraïne, nog geaccelereerd sedert de zomermaanden 2022 ;

Overwegende dat personeelstekorten een directe impact hebben op de leefomstandigheden van verzoekers tot internationale bescherming, alsook op de werkomstandigheden in de asielsector ;

Overwegende de noodzaak voor een humane aanmeldings- en registratieprocedure en voor een snelle beslissing over de verblijfsrechten ;

Overwegende dat het beheer van de opvangcrisis ook na 30 juni 2023 zal vereisen dat snel wordt ingespeeld op de behoeften aan bijkomend personeel ;

Overwegende de noodzaak om daarom de tijdelijke uitzondering van de klassieke aanwervingsprocedures met 3 maanden, namelijk tot 30 september 2023, te verlengen ;